

VILLE  
DE  
**MEYREUIL**



*Cabinet du Maire*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

Meyreuil le 02 octobre 2019

Monsieur Pierre DARTOUT  
Préfet de Région Provence  
Alpes Côte d'Azur  
Place Félix Baret  
13282 MARSEILLE CEDEX 06

Monsieur le Préfet de Région Provence Alpes Côte d'Azur,

Nous attirons votre attention sur la situation très préoccupante pour nos populations et notre environnement.

Depuis la réunion du 19 octobre 2018 à Paris au Ministère de la Transition Ecologique et la fermeture de la centrale charbon de Gardanne – Meyreuil annoncée pour 2022, les services de l'Etat sont mobilisés dans un projet de reconversion qui se veut participatif, associant, entre autres, notre Sénatrice Sophie JOISSAINS, notre Député François-Michel LAMBERT, des élus du Conseil Départemental, des élus du Conseil Régional et de la Métropole Aix-Marseille-Provence représentés par Béatrice ALIPHAT, du territoire du Pays d'Aix représentée par son Vice-Président Roger PELLENC et, bien évidemment, les maires des communes de Gardanne Roger MEI et de Meyreuil Jean-Pascal GOURNES.

Cette démarche consiste en une réflexion collective et prospective pour faire émerger les meilleurs scénarii possibles de développement du territoire et de reconversion du site. L'entreprise UNIPER, devenue GAZEL ENERGIE depuis son rachat par l'entreprise tchèque EPH, est associée à cette démarche.

Grâce à la volonté de ses maires, notre bassin de vie, ancien bassin minier de Provence, est déjà largement engagé dans la transition écologique ; les réalisations et les projets, innovants et respectueux de notre environnement, ne manquent pas.

C'est pour cela que les élus locaux et nationaux de notre région se sont investis dans cette démarche. Malgré les délais impartis impossibles à tenir - car 2022 c'est demain - tout cela correspondait à la volonté de sauvegarder l'emploi, l'activité économique et de s'engager vers un modèle de production énergétique « décarboné » et durable, ce qui semblait être les principaux objectifs du Gouvernement.

Mais, il y a quelques jours, l'article de La Provence – Pays d'Aix du samedi 7 septembre, a résonné comme un coup de tonnerre, laissant entrevoir la possibilité d'une unité d'incinération de déchets sur le site de Gardanne – Meyreuil.

Vendredi 20 septembre, lors d'une réunion entre les services de l'Etat, les syndicats et GAZEL Energie, **réunion à laquelle n'avait été invité aucun élu local ou national, il a été décidé que l'Etat financerait, à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros, le bureau d'études d'une organisation syndicale qui présente comme une hypothèse un projet d'incinération de déchets.**

Ce projet, qui avait été un moment évoqué du bout des lèvres par les services de l'Etat avant d'être violemment rejeté par tous les élus du territoire, serait-il en train de se mettre en place ?

**Toutes ces réunions, ces discussions ne seraient-elles alors qu'une vaste mascarade, une tentative d'enfumage, au sens propre comme au sens figuré ?** Quel intérêt, d'ailleurs, pour GAZEL Energie de racheter une centrale qui va fermer dans trois ans ? L'Etat serait-il donc prêt à sacrifier notre cadre de vie pour s'assurer la paix sociale ?

Bref, autant de questions sans réponses qui nous laissent dans l'incertitude et l'inquiétude la plus grande.

Si les décisions sont déjà prises en haut lieu, qu'on nous le dise clairement ! Dans ce cas, **les Elus locaux, et notamment les maires du bassin minier de Provence qui rejettent unanimement un tel équipement, agiront en conséquence contre ce projet inepte en mobilisant populations et associations.**

En juin 2018, parmi les premières réflexions écrites au Ministère du Développement Durable, outre la demande d'un moratoire, ces mêmes élus avaient fermement précisé **qu'il n'était absolument pas question d'envisager une unité d'incinération de déchets, ni une quelconque autre utilisation de déchets sur le site de la centrale de Provence, à l'exception des déchets verts et rémanents déjà utilisés par l'unité biomasse.**

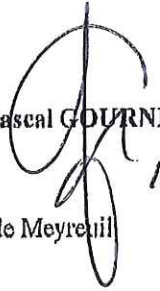
Ce non-sens environnemental, polluant et très carboné, est bien évidemment inacceptable socialement dans nos zones périurbaines, et il décrédibiliserait la volonté gouvernementale d'infléchir les causes du réchauffement climatique.

Nous vous demandons donc de revoir votre position et de réserver les deniers publics pour des projets bien plus respectueux de l'environnement, de notre santé et de notre cadre de vie.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos respectueuses salutations.

Jean-Pascal GOURNES

Maire de Meyreuil



Jean Claude FERAUD

Maire de Trets, Conseiller Départemental



Roger MEL

Maire de Simiane



Philippe ARDHUIN

Maire de Simiane



Georges CRISTIANI

Maire de Mimet



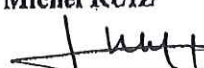
Serge PEROTTINO

Maire de Gréasque



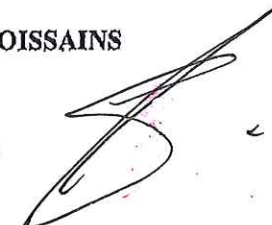
Michel RUIZ

Maire de Gréasque



Sophie JOISSAINS

Sénatrice



François-Michel LAMBERT

Député



Hélène LEHEN



Christian BURLE

Maire de Peynier, Conseiller Régional

Roger PELLENC

Maire de Pertuis, Vice-Président du Territoire  
du Pays d'Aix

**Michel BOULAN**



Maire de CHATEAUNEUF LE ROUGE